

LIGUE CONGOLAISE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**LICOCO**

14 Av Loango, Quartier 1, Ndjili-Kinshasa/RDC  
Boulevard Kimbuta, Arrêt Ex Bar Grand Libulu, Quartier1, Ndjili-Kinshasa

Tél. + 243 81 60 49 837 ou +243 89 89 72 130

Email. [licocordc@gmail.com](mailto:licocordc@gmail.com)

[www.licoco.org](http://www.licoco.org)

---

**COMMUNIQUE N°002/SE/2022**

**LA RDC TOUJOURS PARMIS LES PAYS LES PLUS**  
**CORROMPUS SELON L'INDICE DE PERCEPTION DE**  
**LA CORRUPTION 2021 PUBLIE PAR**  
**TRANSPARENCY INTERNATIONAL**

**KINSHASA 2022**

Ce 25 Janvier 2022, Transparency International publie le rapport l'Indice de Perception de la Corruption pour l'année 2021 dans une situation liée à la COVID 19 partout au monde.

Selon ce rapport épingle le lien entre la Corruption et la promotion des droits humains et la promotion de la démocratie partout au monde.

Le rapport de l'Indice de Perception de la Corruption démontre que les 20 pays les plus corrompus au monde sont aussi les pays où les droits humains et la démocratie sont en danger.

C'est le cas de la RDC qui atteint le score de 19% et se trouvant dans les 20 pays les plus corrompus au monde.

Depuis l'arrivée du Président Félix Tshisekedi au pouvoir, il a pris l'engagement devant le peuple congolais de lutter contre la corruption sous toute ses formes.

Cet engagement a été matérialisé par la création de l'Agence de Prévention et de lutte contre la Corruption en 2020 et la nomination de ses animateurs.

Malgré le discours, la grande majorité des Congolais estiment que la corruption a augmentée et les efforts du Président de la République restent mitigés car ceux qui devraient l'aider à lutter contre ce fléau sont non seulement inactif mais plongés eux mêmes dans la corruption.

La LICOCO constate effectivement que la corruption généralisée en République Démocratique du Congo anéantit les efforts de promotion des droits humains et met en danger la démocratie. C'est notamment le cas de l'actuelle majorité parlementaire qui a été soupçonnée d'avoir été créés sous les pratiques supposées de corruption. **Une telle majorité parlementaire, ne peut jamais contribuer au développement du pays.**

La République Démocratique du Congo ne peut jamais se développer si les hommes politiques, toutes tendances confondues, ne luttent pas efficacement contre la corruption.

L'Indice de Perception de la Corruption publié ce 25 Janvier 2022 doit interpeller toute la classe politique pour qu'elle agisse et accompagne le Président de la République dans ses efforts de lutter contre la corruption.

Pour lire le rapport de l'Indice de Perception de la Corruption, vous pouvez aller sur [www.licoco.org](http://www.licoco.org)

De tout ce qui précède et vu l'Urgence, la LICOCO recommande ;

## 1. AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

- De renforcer l'Agence de Prévention et de lutte contre la Corruption en nommant des personnes ayant l'expérience pour vous accompagner dans la lutte contre la corruption ;
- De demander à chaque ministère d'adopter un plan stratégique de lutte contre la corruption et ses mesures d'application

## **2. AU PREMIER MINISTRE**

- D'allouer des moyens financiers suffisants à l'APLC et aux autres structures de lutte contre la corruption afin d'être plus active et accompagner efficacement le Président de la République dans les efforts qu'il mène pour combattre ce fléau
- De signer des accords de coopération avec d'autres pays dans la lutte contre la corruption
- D'utiliser les données de l'IPC pour amorcer des formes structurelles et institutionnelles

## **3. AU POUVOIR JUDICIAIRE**

- De mettre en place une stratégie sectorielle de lutte contre la corruption
- De travailler pour le renforcement des capacités des OPJ, Juges et Magistrats dans la lutte contre la corruption
- De sanctionner sans complaisance les auteurs de la corruption et faits assimilés
- De mettre en place un mécanisme de contrôle interne sur les dossiers de corruption et faits assimilés traités par différentes juridictions de l'ordre judiciaire et sanctionner ceux qui sont complices des corrompus et des corrupteurs

## **4. AU PARLEMENT**

- De voter en urgence les propositions des lois qui sont en souffrance, notamment la proposition de loi portant réforme du code pénal, la proposition de loi portant réforme de la loi sur le blanchiment des capitaux et financement de terrorisme, la proposition de loi portant sur l'Accès à l'Information publique, etc
- De renforcer le mécanisme de contrôle parlementaire et sanctionner ceux qui sont coupable des actes de corruption et faits assimilés

**La Licoco estime que l'Indice de Perception de la Corruption publié par Transparency International démontre à tout les Congolais que la question de la Corruption doit être une priorité pour nous tous afin de promouvoir les droits humains et la démocratie en République Démocratique du Congo.**

**Fait à Kinshasa, le 25 Janvier 2022**

**Pour la LICOCO**

**Ernest Mpararo**